

Conjoncture



de l'alimentation
et de l'agriculture



Les éleveurs à la peine

Depuis 2007, les prix des céréales et oléoprotéagineux affichent une volatilité jusque là peu habituelle pour les exploitants agricoles. Après une première flambée en 2007, puis un effondrement tout aussi brutal en 2009, les prix des matières premières agricoles ont fortement augmenté lors de l'hiver 2011 puis ont connu une nouvelle poussée à partir de l'été 2012.

Malgré le maintien à un niveau élevé du coût des intrants (engrais, carburant), cette situation profite aux producteurs de céréales. Les éleveurs quant à eux subissent donc pour la deuxième

année consécutive une forte hausse des coûts de production et notamment des coûts alimentaires. La variabilité des types d'élevages et de modes de conduite alimentaire cache des situations très diverses. Certains systèmes sont plus particulièrement sensibles, notamment les élevages très dépendants des achats extérieurs, qu'ils soient sous forme de concentrés ou de produits bruts. Tous les types d'élevages sont concernés : bovins, ovins, mais aussi et surtout volailles et porcins. Une compensation de cette augmentation du coût des charges par une meilleure valorisation

du produit n'est pour le moment pas acquise. Le prix du lait s'affiche stable voire à la baisse. Quant à celui de la viande, il continue de progresser mais dans un contexte de consommation très morose.

Contraints par l'atelier « élevage », les exploitants concernés adoptent des stratégies variables. Les adaptations envisagées peuvent passer par des modifications structurelles (agrandissement, modification de l'équilibre des productions) mais la plupart du temps elles portent sur des réductions de charges. La recherche d'une plus grande autonomie alimentai-

re est le moteur de la réflexion des éleveurs.

Outre la hausse des coûts de production pour les éleveurs, les conséquences de la volatilité des prix des matières premières agricoles sont encore mal appréhendées.

L'attractivité des systèmes « grandes cultures » pourrait entraîner la disparition d'exploitations aujourd'hui tournées vers l'élevage. L'occupation du territoire s'en trouverait fortement modifiée. En effet, les espaces aujourd'hui valorisés par les animaux risqueraient de changer de destination.

Progression du résultat courant avant impôts

+ 25 %

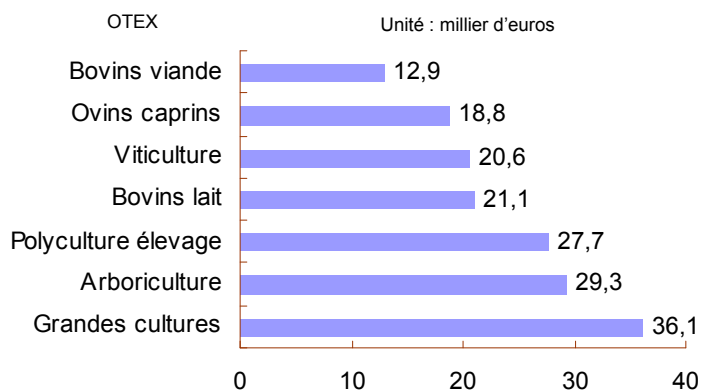
Plus 25 % pour le résultat courant avant impôts par unité de travail non salarié (RCAI/Utans) des exploitations agricoles de Midi-Pyrénées.

La moyenne triennale glissante du résultat moyen des années 2010, 2011 et 2012 progresse de 39 % en comparaison du résultat moyen des années 2009, 2010 et 2011.

Les disparités sont fortes entre les différentes orientations de production des exploitations agricoles. Le résultat courant passe de un à trois entre Bovins-viande et Grandes cultures.

1- Résultat courant avant impôts par UTANS (unité de travail annuel non salarié, données provisoires 2012)

Résultat courant avant impôts 2012¹



Source : SSP - Agreste - RICA et indicateurs de revenu agricole

Bons rendements et prix élevés

La campagne 2011-2012 est marquée par de bons rendements pour toutes les grandes cultures même s'ils sont plus hétérogènes pour le tournesol et le maïs. A partir de juin 2012, le prix des céréales connaît une embellie.

De bons rendements et une production satisfaisante

En 2012, les surfaces de blé tendre continuent de progresser pour atteindre 250 000 ha (+13 % par rapport à la moyenne quinquennale). Celles du maïs se stabilisent autour de 170 000 ha (-2,6 % par rapport à la moyenne quinquennale). Le blé dur se situe au niveau de la

la sécheresse estivale. De ce fait, les rendements sont hétérogènes.

Les prix élevés influencent la mise en marché des céréales

En 2012, la gestion de la mise en marché des céréales est un élément déterminant pour les producteurs et les organismes collecteurs. Midi-Pyrénées est la première région en nombre

que les collecteurs assurent leur approvisionnement de manière régulière en contractualisant le plus possible. Les contrats sont le plus souvent indexés sur les marchés à terme. A la fin décembre le ratio collecte/production est de 72 % contre 66 % en 2011. Cette situation confirme que les agriculteurs ont profité rapidement des prix élevés. Cependant, les déstockages sont lents et les stocks chez les collecteurs sont deux fois plus importants en 2012 qu'en 2011. Le marché se fait au «coup par coup» car la crise atteint les clients espagnols ou italiens mais aussi la meunerie qui est en phase de restructuration. En effet, ce secteur se trouve confronté aux prix élevés des

matières premières et à des artisans boulangers qui connaissent des problèmes de trésorerie.

Pour le blé dur, le ratio collecte / production est de 58 % (équivalent à l'an dernier) dans un contexte de marché toujours difficile du fait des problèmes de qualité et de la concurrence internationale. Le besoin des pays européens et du pourtour méditerranéen est de 4,3 millions de tonnes alors qu'il était en moyenne de 5 millions de tonnes entre 2007 et 2011. La situation pourrait cependant s'assainir car la production mondiale de blé dur est en baisse et les stocks des principaux exportateurs sont au plus bas depuis 2008.

Avancement de la collecte des céréales au 31 décembre

	2012			2011		
	Collecte Cumulée	Production	collecte / production	Collecte Cumulée	Production	collecte / production
	millier de tonnes		%	millier de tonnes		%
Blé tendre	1 110	1 548	72	727	1 095	66
Blé dur	371	636	58	242	451	54
Maïs	896	1 603	56	864	1 537	56
Tournesol	364	461	79	413	592	70

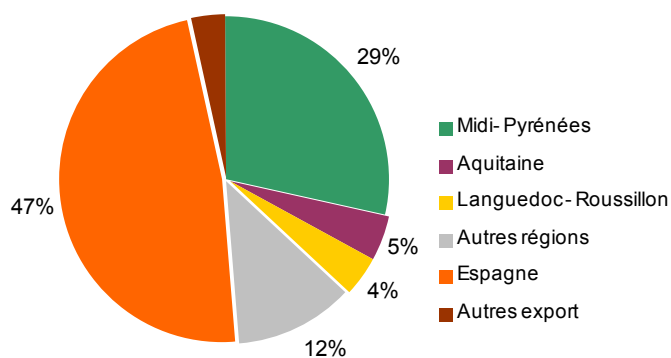
Source : FranceAgriMer

moyenne quinquennale (110 000 ha) mais les surfaces sont tendanciellement à la baisse depuis plusieurs campagnes. Les prix élevés du blé tendre ainsi que les problèmes de qualité du blé dur qui impactent sa commercialisation peuvent expliquer la baisse des surfaces de blé dur. L'augmentation des rendements en blé tendre, blé dur et orge est importante. Les semis des cultures de printemps ont été interrompues par une météo pluvieuse et ont été réalisées en deux temps. Les cultures semées tardivement ont subi

d'agriculteurs qui stockent à la ferme (12 % des agriculteurs/stockeurs français). Plus de 44 % des agriculteurs de Midi-Pyrénées ont des capacités de stockage à la ferme (source : FranceAgriMer).

Au 30 juin 2012, la collecte en blé tendre atteint 1 million de tonnes soit 3 % de plus que la collecte moyenne quinquennale. Ce volume représente 96% de la récolte. Ce niveau de collecte indique d'une part que les prix élevés du blé en juillet 2012 ont incité les agriculteurs à vendre immédiatement leur production et d'autre part,

Destination du blé tendre de Midi-Pyrénées campagne 2011-2012



Source : FranceAgriMer

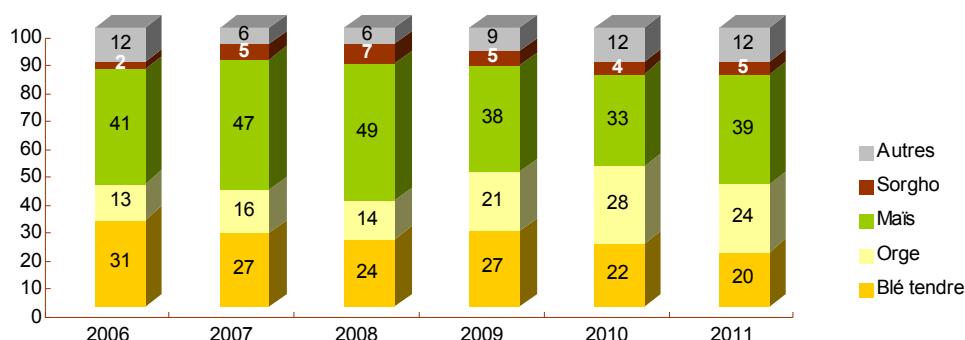
Bons rendements en 2012

q/ha	2011 ¹	2012 ²	Evolution (q)
Blé tendre	46	62	+ 16
Blé dur	45	58	+ 13
Orge	38	54	+ 16
Maïs grain	105	103	- 2
Colza	25	29	+ 4
Tournesol	25	22	- 3

1 - Statistique annuelle définitive
2 - Statistique annuelle provisoire

Source : Agreste-Statistique agricole annuelle

Incorporation des céréales dans la fabrication d'aliment du bétail en Midi-Pyrénées



Source : FranceAgriMer

Viticulture : recul de la production

En Midi-Pyrénées, la production de vins en 2012 est en retrait de 15% par rapport à 2011 qui était une année de volumes importants. Cette baisse est le fait de la chute des rendements de 15 % alors que la surface du vignoble est stable. Les rendements sont cependant proches de la moyenne quinquennale. Les conditions climatiques du printemps n'ont pas été favorables à la floraison et à la sortie des grappes ce qui explique une charge modeste par rapport à 2011 mais ju-

gée le plus souvent dans la norme. La diversité des cépages conduit à une forte hétérogénéité selon les vignobles mais a permis d'éviter une diminution forte des quantités récoltées. Les principaux cépages blancs, colombard, ugni blanc et sauvignon ont produit un volume tout à fait satisfaisant ; d'autres, comme le chardonnay ou les manseng dans le Gers ont davantage souffert du froid intense en février, de l'été chaud et de quelques orages de grêle au cours du mois d'août. Du côté des

rouges, c'est le Gamay qui aura le plus perdu en productivité, à cause des périodes très froides inhabituelles par leur longueur et leur intensité ; les cépages autochtones de Midi-Pyrénées ont quant à eux mieux résisté aux températures les plus basses. Les vendanges se sont déroulées dans de bonnes conditions mais assez tardivement en comparaison de celles de 2011, particulièrement précoces. Les viticulteurs ont dû attendre un niveau de maturité qui permette le degré d'alcool atten-

du, mais dans certaines zones les récoltes ont dû être un peu anticipées pour cause d'attaques de botrytis. L'évolution du volume de vin blanc distillé pour la production d'Armagnac par rapport à l'an passé sera comme l'ensemble de la production, en retrait de 15 %. Compte tenu des conditions générales de la campagne comme de la récolte, l'année 2012, pour les vins de Midi-Pyrénées, devrait déboucher sur des produits de qualité.

Une campagne difficile pour l'ail et le melon

Après une année 2011 chaude et sèche, l'année 2012 a été, globalement sur la France, proche de la normale, qu'il s'agisse des températures, des précipitations ou de l'ensoleillement. Pourtant, la pluviométrie en 2012 a été déficitaire dans le Sud-Ouest. Plusieurs événements remarquables se sont produits :

- une vague de froid exceptionnelle début février,
- des précipitations hétérogènes, des orages, voire de la grêle et les périodes ensoleillées en mai,
- une brève mais intense période de canicule survenue entre le 17 et le 21 août,
- un épisode assez court mais très violent de vent en novembre.

Les conditions climatiques ont fortement impacté les productions avec la quasi absence de bigarreau, des dégâts en production de salade. Les maladies ont

handicapé la production d'ail blanc. La campagne melon a souffert des alternances de mauvais temps en juillet qui ont fortement freiné la consommation des ménages. La production de **salade** après une fin d'année 2011 assez sombre (la salade a été déclarée en crise conjoncturelle en décembre) voit ses ventes s'améliorer en janvier, mais subit ensuite de plein fouet toute la période de mauvais temps. Les prix sont en très nette hausse mais la demande n'est pas forcément plus active. L'écoulement est satisfaisant, les cours sont fermes en début avril. La production de salade d'hiver en novembre a souffert des conditions climatiques (vent d'autan, pluie) en particulier sur les productions de la région toulousaine.

L'arrivée de la **bigarreau** est fortement contrariée par les fortes périodes orageuses après les épisodes de froid du mois d'avril. La perte de

production atteint jusqu'à 80 %. La Burlat est très peu présente et la Rainier inexistante.

Au beau temps du début juin succèdent des températures printanières fraîches qui handicapent l'écoulement des légumes et fruits de saison comme la **courgette** et la **tomate**, la **cerise** et la **fraise**.

La fin juin marque le début de campagne **melon** avec un peu en retard car les conditions climatiques du printemps n'ont pas été favorables à la mise en place des cultures.

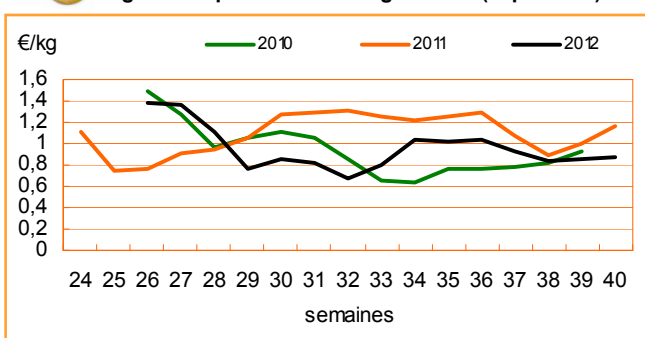
Les quantités produites sont plus importantes, en début d'été ; ce qui déséquilibre le marché car des stocks se sont formés suite au manque de demande et la concurrence accrue entre les bassins de production. Le produit est déclaré en crise conjoncturelle à partir du 17 juillet et de nouveau du 5 au 10 août. Après cela, il réussit enfin à remonter ses prix.

Les premiers apports d'ail français, en fin de mois de juillet, sont fortement concurrencés par l'ail blanc espagnol en terme de prix et de qualité. En revanche, l'écoulement de l'ail violet et de l'ail rose est très fluide.

La campagne **pomme** débute la 2^e quinzaine d'août. On constate une baisse importante de production suite au mauvais temps du début d'année (de 20 à 40 % en Tarn-et-Garonne). Les premiers produits sont de bonne qualité mais avec plus de petits calibres. La commercialisation de la **pomme** commence bien. La demande est présente surtout en grand export avec les premiers départs sur la Grande-Bretagne et l'Irlande. Sur le marché français, les prix sont élevés. En fin d'année, l'exportation est toujours dynamique, les ventes sur le marché intérieur sont plus ralenties.



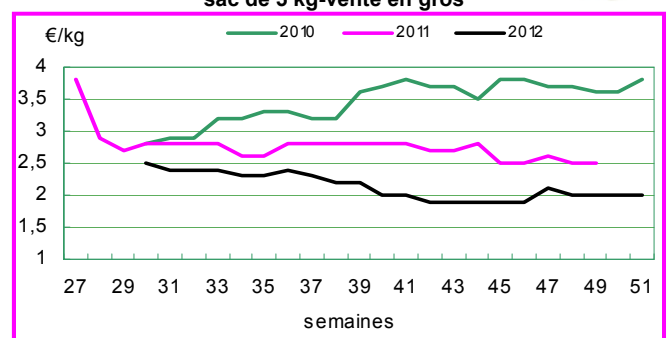
Melon charentais jaune Sud-Ouest catégorie 1 – plateau 800-950 grammes (expédition)



Source : FranceAgrimer – RNM



Ail blanc sec catégorie 1 (60-80 mm) sac de 5 kg-vente en gros



Source : FranceAgrimer – RNM

Le Paquet lait, un espoir pour les producteurs

Les producteurs de lait ont connu une année difficile qui leur fait appréhender avec anxiété la fin des quotas laitiers à l'horizon 2015

En dépit d'une demande mondiale de produits laitiers en pleine expansion, l'année 2012 n'a pas été faste pour les producteurs de lait de vache. D'une part les cours des céréales et du soja, ainsi qu'une facture énergétique toujours plus salée, ont alourdi les charges des exploitations. D'autre part le jeu de la concurrence entre entreprises laitières de France et du reste du monde a contribué à faire stagner voire régresser le prix du lait payé aux producteurs.

En janvier 2012, le prix moyen payé aux producteurs de Midi-Pyrénées était de 355 € par 1000 litres, il était tombé à 319 € au mois de décembre.

Les livraisons 2012 représentent 8 148 milliers d'hectolitres, 3,5% de moins qu'en 2011. Même l'Aveyron, locomotive de la région pour la

production de lait de vache, et dont les livraisons augmentaient régulièrement depuis fin 2009, les a vues diminuer à partir du deuxième semestre 2012.

En Midi-Pyrénées, le nombre de producteurs de lait qui livrent à l'industrie ne cesse de décroître. En fin 2012, on n'en compte plus que 2 300 contre 2 600 fin 2011 (diminution de 12 %).

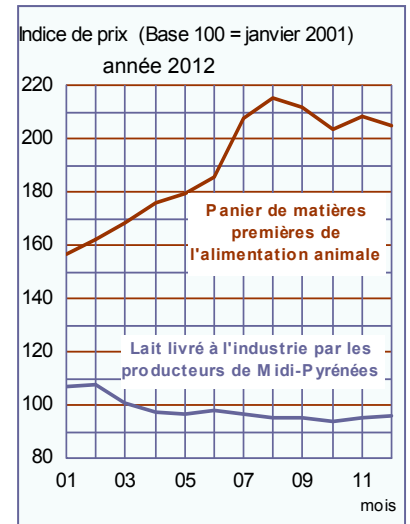
La fin des quotas laitiers étant programmée pour 2015, le Parlement européen a adopté le 2 octobre 2012 la mise en œuvre du Paquet lait, censé aider les producteurs à se préparer aux effets d'une dérégulation totale du marché du lait. Les éleveurs auront la possibilité de mener des négociations collectives avec les laiteries en se regroupant en organisations de producteurs. Ces organisations ne doivent cependant pas représenter plus de 33 %

de la production nationale ni plus de 3,5 % de la production de l'Union européenne.

Pour les fromages bénéficiant d'une appellation d'origine protégée (AOP) ou d'une indication géographique protégée (IGP), les acteurs de la filière (producteurs, transformateurs, affineurs) pourront se structurer en interprofessions ou en ODG (organismes de défense et de gestion) afin de maîtriser la production de lait destinée à ces fromages.

A noter la signature, le 28 février 2013, d'une charte d'engagement des industriels et producteurs du Bassin du Sud-Ouest pour maintenir la production laitière du bassin et engager un plan d'actions stratégiques à cet effet.

Effet ciseaux entre charges et recettes



Sources : La Dépêche, Agreste - Situation mensuelle laitière

Baisse de l'offre et bonne tenue du marché des bovins

L'année 2012 a été marquée par un équilibre fragile entre l'offre et la demande de gros bovins finis destinés aux abattoirs français ou à l'exportation. Un léger repli du cheptel de vaches est observé en Europe, principalement dû à la baisse des effectifs en races allaitantes. En revanche, le cheptel européen de vaches laitières s'est stabilisé après la période de réduction des effectifs des quatre dernières années.

Si les effectifs français sont à la baisse depuis plusieurs années, l'Irlande, l'Italie et les Pays-Bas développent leur troupeau anticipant la

disparition des quotas laitiers. Le déficit d'offre sur le marché des gros bovins, tant au niveau européen que mondial continue à tirer les prix à la hausse. Pour la seconde année consécutive, le prix moyen des gros bovins européens entrée abattoir s'établit en moyenne annuelle à 3,58 €/kg (+12,5 %). L'augmentation du prix des vaches est encore plus significatif. Le prix moyen annuel de la vache R3 augmente d'un peu plus de 16 % par rapport à 2011.

Le marché des jeunes bovins finis orienté principalement vers la Turquie en début

d'année, s'est progressivement déstabilisé au second semestre. La demande des abattoirs français a permis de limiter la baisse des prix. En fin d'année, la reprise des exportations a orienté les prix à la hausse de l'ordre de plus 10 %.

Le repli du cheptel de femelles reproductrices et par conséquent la réduction des naissances conduit à une baisse des effectifs de mâles de 1 à 2 ans.

L'abattage de jeunes bovins a diminué dans les principaux pays producteurs, notamment en Italie et en France (-10,6 et -5,5 %).

L'augmentation des prix à la

production, constatée partout en Europe, s'est répercutée sur les prix à la consommation. Cette hausse est plus marquée en France. Dans une conjoncture de stagnation du pouvoir d'achat, les consommateurs privilégient les morceaux les moins chers et réduisent leur consommation de viande de boucherie (-2,3 % en moyenne en 2012).



Dégradation du commerce extérieur des veaux

Le repli global des naissances de veaux a engendré une dégradation du solde du commerce extérieur des veaux de moins de 80 kg. Les importations en provenance notamment des

Pays-Bas et d'Espagne ont progressé de plus de 50 000 têtes. Pour éviter un excédent de viande de veau sur le marché français, les entreprises sont restées prudentes et les mises en en-

graissement ont été ajustées à la baisse. Le prix du veau de boucherie au pis, stable sur le long terme, s'est établi en moyenne à 6,6 €/kg en progression de 8,1 % par rapport à 2011.

Cette hausse des cours à la production a eu un impact sur les prix au détail. En conséquence, les ménages ont réduit leur consommation de viande de veau de 5 %.

Ovins : concurrence forte et prix peu rémunérateurs



En France et en 2012, le niveau de production et d'abattage des ovins a reculé de 4,6 %. En

Midi-Pyrénées, la baisse des effectifs d'ovins viande s'est poursuivie. Seuls les troupeaux laitiers du bassin de Roquefort se maintiennent grâce à un prix du lait de brebis favorable. Les prix sont restés relativement constants en 2012, 6,4 €/kg. La chute des

cours est amorcée depuis le début de l'année 2013, moins 9,25 % pour atteindre début février 5,75 €/kg. Les importations massives d'agneaux d'Irlande, d'Espagne et de Nouvelle Zélande à des tarifs très concurrentiels expliquent cette chute très significative

Cette baisse arrive dans une conjoncture difficile pour les engraisseurs des agneaux laitiers. Ils ont rentré des agneaux à des prix élevés, subissent la hausse des coûts de l'aliment et la baisse des prix du marché.

Midi-Pyrénées : deuxième région de production de foie gras

La France est le premier producteur mondial de foie gras. La production de canards gras reste stable depuis 2010. Elle se répartit dans 3 régions qui représentent 84 % des effectifs. Le Sud-Ouest concentre un peu plus de 2/3 des canards gras, respectivement 45 % des effectifs pour l'Aquitaine et 23 % pour Midi-Pyrénées.

La production française est dominée par le foie gras de canard qui représente plus de 90 % des volumes produits. En 2012, comme les années précédentes, la production de canards gras a subi des prix élevés pour les matières premières agricoles notamment le maïs. Cette augmentation du coût des aliments de +50 % sur l'année n'a pas pu être intégralement répercutée sur le prix à la production des foies gras de canards.

En dépit du contexte morose, sa consommation continue de progresser et représente 93 % des achats de foie gras. Les différentes campagnes de communication ainsi que la mise en place des foies au gras et de la fête de la « Saint Martin » ont permis de dynamiser les ventes, orientant le marché vers de bonnes perspectives en fin d'année 2012.

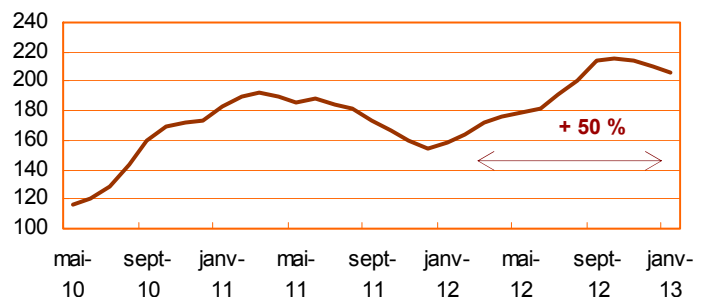
Les exportations de foie gras de canards se concentrent sur la zone U.E. Pour la deuxième année consécutive, le marché espagnol est en recul et ne représente plus que 15 % des exportations françaises (contre 28 % en 2011 et 31 % en 2010). L'Espagne reste en tête des acheteurs de foie gras français en 2012. Le Japon est le premier importateur hors zone U.E. Toutefois, l'exportation régulière de foies gras vers le

Japon se rétracte et ne présente que 10 % des exportations en 2012 (contre 13 % en 2011). Les produits de l'hexagone sont fortement concurrencés par les foies venus des pays d'Europe de l'Est. En 2012, les importations françaises se limitent à deux origines : la Bulgarie et la Hongrie qui représentent respectivement 77 % et 11 %

des volumes importés de foies gras de canards frais et congelés. Les importations semblent subir un ralentissement par rapport à 2011. Sur le marché du foie gras frais ou réfrigéré, la fin d'année 2012 est marquée par un équilibre des échanges après quelques mois en négatif (source Douanes).



Forte progression du coût des aliments



Source : ITAVI indice mensuel basé sur les besoins des animaux- Base 100 janvier 2006

Tableau de bord économique 2012

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle et Situation mensuelle laitière

Productions agricoles

		2011	2012	Évolution	
				en %	en classe*
Lait de vache en Midi-Pyrénées					
Livraisons des producteurs à l'industrie	millier d'hl	8 447	8 148	-3,5	-
Prix producteur	€/hl	33,87	32,69	-3,5	-
Production grandes cultures de Midi-Pyrénées					
Blé tendre	tonne	1 094 374	1 548 011	+41,5	++
Blé dur	tonne	450 268	636 058	+41,3	++
Colza et navette	tonne	110 299	130 714	+18,5	++
Orge et escourgeon	tonne	297 367	427 557	+43,8	++
Maïs grain hors semence	tonne	1 575 218	1 596 474	+1,3	+
Tournesol	tonne	592 041	460 792	-22,2	--

Prix et cotations en moyenne annuelle

			Cotations		Évolution	
			2011	2012	en %	en classe*
Céréales, oléagineux, protéagineux - marché France métropolitaine base juillet						
Blé tendre	Rendu Rouen	€/tonne	215,46	232,51	+7,9	+
Blé dur	Départ Eure / Eure-et-Loir	€/tonne	300,45	280,96	-6,5	-
Orge de mouture	Départ Eure / Eure-et-Loir	€/tonne	187,49	210,85	+12,5	++
Maïs	Rendu Bordeaux	€/tonne	208,74	221,10	+5,9	+
Colza	Rendu Rouen	€/tonne	452,94	474,12	+4,7	+
Tournesol	Rendu Bordeaux	€/tonne	433,59	484,81	+11,8	++
Pois protéagineux	Départ Marne	€/tonne	229,87	264,11	+14,9	++
Produits carnés - Entrée abattoir - moyennes France métropolitaine						
Bovins	Vache "R"	€/kg de carcasse	3,37	3,91	+16,1	++
	Jeune bovin "R"	€/kg de carcasse	3,46	3,84	+11	++
	Veau de boucherie	€/kg de carcasse	6,07	6,21	+2,3	+
Ovins	Agneau	€/kg de carcasse	6,11	6,18	+1,2	+
Porcins	Porcs classe E	€/kg de carcasse	1,47	1,62	+10,3	++
Fruits et légumes - Cotation carreau des producteurs du marché d'intérêt national de Toulouse						
Carotte Sud-Ouest	Cat I - colis de 12 kg	€/kg	0,56	0,55	-1,8	-
Chou frisé	Cat 1 - colis de 6	€/pièce	0,86	0,82	-4,7	-
Chou-fleur couronné Sud-Ouest	Cat I calibre gros - colis de 8	€/pièce	1,36	1,49	+9,6	+
Courge Potimaron		€/kg	1,03	1,05	+1,9	+
Courgette verte Sud-Ouest	Cat I calibre 14-21 cm - plateau	€/kg	0,86	1,04	+20,9	++
Laitue pommée Sud-Ouest	Cat I - colis de 12	€/pièce	0,36	0,43	+19,4	++
Melon	Pièce de 800-950 g	€/kg	1,30	1,24	-4,6	-
Navet rond violet		€/kg	0,89	0,98	+10,1	++
Oignon jaune sec Sud-Ouest	Sac 10 kg	€/kg	0,48	0,38	-20,8	--
Poireau Sud-Ouest	Cat I - plateau de 5 kg	€/kg	1,03	1,04	+1	=
Pomme de terre non lavée Sud-Ouest	Cat I 35-40 mm - caisse vrac	€/kg	0,51	0,48	-5,9	-
Bigarreau rouge	> 26 mm	€/kg	3,36	3,76	+11,9	++
Kiwi	105-115 mm - 27 fruits	€/kg	1,37	1,47	+7,3	+
Pêche blanche	Cat 1 A	€/kg	1,57	1,57	=	=
Poire Doyenne du Comice Sud-Ouest	Cat I 60-65 mm - plateau 1 rang	€/kg	1,00	1,05	+5	+
Pomme Chantecler Sud-Ouest	Cat I 170-220 mm - caisse vrac	€/kg	0,98	1,09	+11,2	++
Pomme Gala Sud-Ouest	Cat I 136-180 mm - caisse vrac	€/kg	0,60	0,68	+13,3	++
Pomme Golden Sud-Ouest	Cat I 136-180 mm - caisse vrac	€/kg	0,60	0,74	+23,3	++
Raisin Chasselas de Moissac AOC	Cat Extra - petit plateau	€/kg	2,62	2,70	+3,1	+
Tomate	67-82 mm - colis de 6 kg	€/kg	1,30	1,23	-5,4	-

* : classes d'évolution : -1 à +1[: = [+1 à +10] : +]+10 à +50] : ++ plus de 50 : +++
 [-1 à -10] : -]-10 à -50] : -- en deçà de -50 : ---

Tableau de bord économique 2012

Stade de détail - prix moyens nationaux en GMS			Sources : FranceAgriMer, RNM				
			Prix		Évolution		
			2011	2012	en %	en classe*	
Produits animaux							
Bœuf	Type laitier - entrecôte		€/kg	18,10	19,22	+6,2	+
	Steak haché 15% de MG		€/kg	8,68	9,19	+5,9	+
Agneau	Côte filet ou première avec os		€/kg	17,95	18,61	+3,7	+
	Gigot entier		€/kg	15,34	15,76	+2,7	+
Veau	Côte filet ou première avec os		€/kg	17,50	18,19	+3,9	+
	Escalope dans la noix		€/kg	20,43	21,10	+3,3	+
Porc	Côte avec os conditionnement 5 à 10		€/kg	5,30	5,63	+6,2	+
	Rôti dans le filet		€/kg	7,67	8,12	+5,9	+
	Jambon avec couenne standard		€/kg	9,32	9,74	+4,5	+
Lapin	Lapin entier		€/kg	7,61	7,56	-0,7	=
	Cuisse		€/kg	14,99	14,68	-2,1	-
Volailles et palmipèdes	Dinde	Escalope	€/kg	10,96	11,09	+1,2	+
	Poulet PAC	Biologique	€/kg	9,58	9,55	-0,3	=
		Standard	€/kg	3,34	3,41	+2,1	+
		Label	€/kg	5,52	5,57	+0,9	=
Canard	Magret cru sous vide conditionnement 1		€/kg	15,73	15,99	+1,7	+
Lait UHT demi-écrémé (litre)	Brique		€	0,58	0,59	+1,7	+
	Biologique - bouteille plastique		€	1,07	1,02	-4,7	-
Œufs (boîte de 6)	Gros calibre 63-73 g		€	1,17	1,16	-0,9	=
	Biologiques		€	2,00	1,94	-3,0	-
Fruits et légumes							
Ail blanc France	Vrac		€/kg	8,30	8,06	-2,9	-
Carotte lavée France en vrac	Vrac		€/kg	1,04	1,19	+14,4	++
Chou-fleur couronné			€/pièce	1,93	2,02	+4,7	+
Laitue pommée France	Cat I		€/pièce	0,86	1,02	+18,6	++
Poireau entier France	Vrac		€/kg	0,64	0,57	-10,9	--
Pomme de terre France lavée	Sac de 5 kg		€/kg	0,64	0,57	-10,9	--
Kiwi France	Barquette de 1 kg		€/kg	1,75	1,70	-2,9	-
Noix France	Vrac		€/kg	5,56	5,92	+6,5	+
Pomme bicolore France	Sachet de 2 kg		€/kg	1,15	1,26	+9,6	+
Pomme Golden France	135-170 mm en vrac		€/kg	1,60	1,35	-15,6	--
Pomme Royal Gala France	135-170 mm en vrac		€/kg	1,70	2,01	+18,2	++
Prune Reine-claude dorée France	Vrac		€/kg	2,29	2,86	+24,9	++
Prune rouge-bleue-noire France	Vrac		€/kg	2,13	2,42	+13,6	++
Raisin Chasselas AOC de Moissac	Vrac		€/kg	3,84	3,75	-2,3	-
Tomate ronde France	67-82 mm en vrac		€/kg	1,87	2,27	+21,4	++
En magasin bio							
Laitue pommée France	Cat I		€/pièce	1,20	1,29	+7,5	+
Poireau entier France	Vrac		€/kg	3,09	3,22	+4,2	+
Pomme			€/kg	3,01	3,04	+1	=
Tomate	67-82 mm		€/kg	3,23	3,62	+12,1	++

* : classes d'évolution :]-1 à +1[: =]+1 à +10[: +]+10 à +50[: ++ plus de 50 : +++
 [-1 à -10[: -]-10 à -50[: -- en deçà de -50 : ---

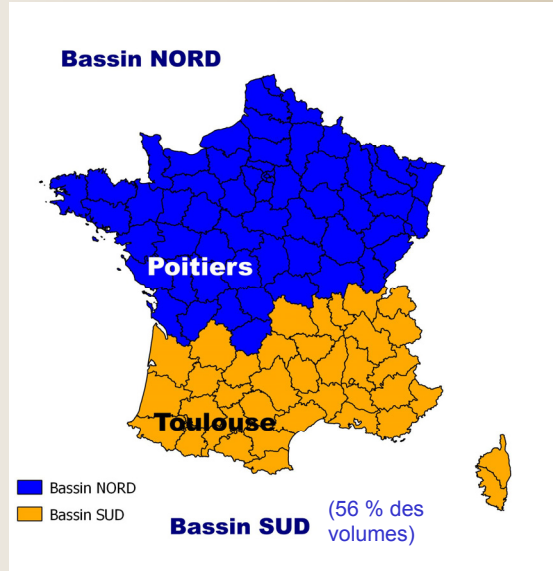
Réforme des dispositifs de cotation

FranceAgriMer et les professionnels des filières animales ont engagé une réforme des dispositifs de cotation. Après celui des gros bovins, ceux des ovins et des veaux de boucherie sont désormais opérationnels

Depuis le 22 janvier 2013, le nouveau dispositif de cotations des ovins « entrée abattoir » est opérationnel.

La réforme engagée par FranceAgriMer et les professionnels de la filière se traduit par un nouveau zonage des bassins et la modification de la grille de cotations des ovins qui entrent en abattoir. Désormais, 2 bassins de production assurent les cotations des ovins en France. Toulouse est le centre de cotation du bassin sud qui comprend 35 départements. Tout opérateur du bassin qui abat plus de 20 000 têtes d'ovins par

an transmet à FranceAgriMer les cotations hebdomadaires qui permettent d'établir des cotations représentatives. Les données concernent les effectifs, le prix moyen par classe de poids disponible pour chaque type d'animal.



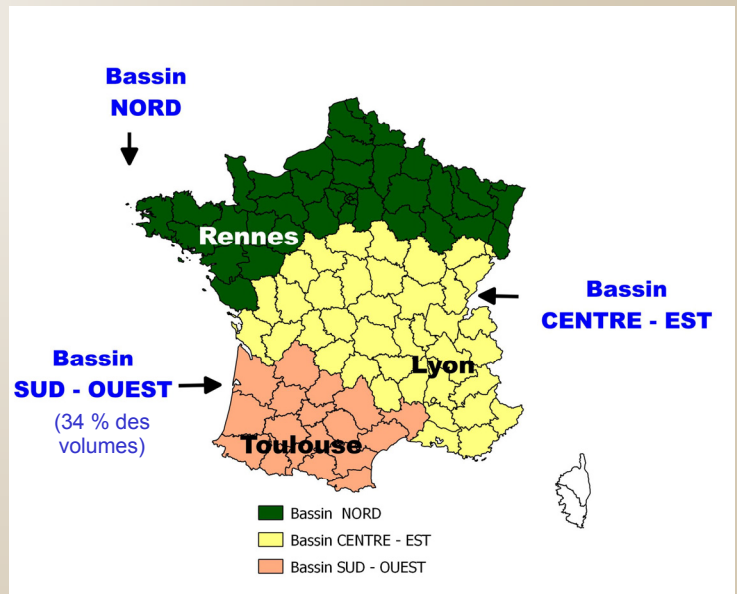
Source : FranceAgriMer – RNM

La réforme des cotations des veaux « entrées abattoir » est opérationnelle depuis le 12 février 2013.

Le dispositif initial constitué de 5 régions de cotations est

recentré sur 3 inter régions. Toulouse est désormais le centre des cotations pour le bassin Sud-Ouest comprenant les régions :

Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon excepté la Lozère.



Source : FranceAgriMer – RNM

Les cotations sont publiées sur le site :

www.franceagrimer.fr



www.agreste.agriculture.gouv.fr
www.draaf.midi-pyrenees.agriculture.gouv.fr



www.franceagrimer.fr
www.snm.franceagrimer.fr

Directeur régional : Michel SALLENAVE
Directrice de la publication : Paula FERNANDES
Rédacteur en chef : Jean-Pierre CASSAGNE
Rédaction : DRAAF
Composition : Dany GAYRAUD
Impression : SSP Toulouse
Dépôt légal : à parution - ISSN n° 1958-1475



Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
Service Régional de l'Information Statistique, Économique et Territoriale
Cité administrative bât. E - Bd Armand Duportal
31074 TOULOUSE cédex
Mél : donnees-agreste.draaf-midi-pyrenees@agriculture.gouv.fr

mars 2013